Numéros des résolutions	Titres	Points de l'ordre du jour	Dates d'adoption	Pages
47/181	Programme d'action pour le développement (A/47/718/Add.1)	78	22 décembre 1992	139
47/182	Code international de conduite pour le transfert de technologie (A/47/718/Add.2) ...	78, a	22 décembre 1992	140
47/183	Huitième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (A/47/718/Add.2)	78, a	22 décembre 1992	140
47/184	Renforcement des organisations internationales dans le domaine du commerce multilatéral (A/47/718/Add.2)	78, a	22 décembre 1992	142
47/185	Produits de base (A/47/718/Add.2)	78, a	22 décembre 1992	142
47/186	Mesures spécifiques en faveur des pays en développement insulaires (A/47/718/Add.2)	78, a	22 décembre 1992	143
47/187	Intégration de l'économie des pays en transition à l'économie mondiale (A/47/718/Add.2)	78, a	22 décembre 1992	145
47/188	Création d'un comité intergouvernemental de négociation pour l'élaboration d'une convention internationale sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse ou par la désertification, en particulier en Afrique (A/47/719)	79	22 décembre 1992	145
47/189	Convocation d'une conférence mondiale sur le développement durable des petits Etats en développement insulaires (A/47/719)	79	22 décembre 1992	146
47/190	Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (A/47/719)	79	22 décembre 1992	149
47/191	Arrangements institutionnels pour le suivi de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (A/47/719)	79	22 décembre 1992	149
47/192	Conférence des Nations Unies sur les stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives et les stocks de poissons grands migrateurs (A/47/719)	79	22 décembre 1992	154
47/193	Célébration de la Journée mondiale de l'eau (A/47/719)	79	22 décembre 1992	155
47/194	Renforcement de la capacité d'appliquer l'Action 21 (A/47/719)	79	22 décembre 1992	155
47/196	Institution d'une journée internationale pour l'élimination de la pauvreté (A/47/721)	81	22 décembre 1992	155
47/197	Coopération internationale en vue d'éliminer la pauvreté dans les pays en développement (A/47/721)	81	22 décembre 1992	156
47/198	Crise internationale de la dette et développement : coopération internationale accrue en vue de trouver une solution permanente aux problèmes de la dette extérieure des pays en développement (A/47/722)	82	22 décembre 1992	157
47/199	Examen triennal des orientations des activités opérationnelles de développement dans le système des Nations Unies (A/47/723)	83	22 décembre 1992	159
47/200	Université des Nations Unies (A/47/729)	89, b	22 décembre 1992	163

47/40. Action préventive et lutte contre le syndrome d'immunodéficience acquise (SIDA)

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 46/203 du 20 décembre 1991, ses résolutions précédentes ainsi que les résolutions d'autres organismes des Nations Unies sur le même sujet,

1. Prend acte du rapport du Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé sur la mise en œuvre de la stratégie mondiale de lutte contre le syndrome d'immunodéficience acquise (SIDA)²;

2. Approuve la décision prise par le Conseil économique et social dans sa résolution 1992/33 du 30 juillet 1992 sur l'action préventive et la lutte contre le SIDA;

3. Prie le Secrétaire général de demander au Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé, agissant en collaboration étroite avec tous les autres organismes, organes et programmes des Nations Unies, de rendre compte à l'Assemblée générale à sa quarante-huitième session, par l'intermédiaire du Secrétaire général, et tous les deux ans ensuite, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, des progrès réalisés dans la mise en œuvre de la stratégie mondiale de lutte contre le SIDA.

76^e séance plénière
1^{er} décembre 1992

47/42. Assistance au Mozambique

L'Assemblée générale,

Rappelant la résolution 386 (1976) du Conseil de sécurité, en date du 17 mars 1976 et prenant note de la résolution 782 (1992) du Conseil, en date du 13 octobre 1992,

Rappelant également ses propres résolutions sur cette question, en particulier la résolution 45/227 du 21 décembre 1990 dans laquelle elle a prié instamment la communauté internationale de répondre généreusement et avec efficacité à l'appel en faveur d'une assistance au Mozambique,

Confirmant les principes directeurs applicables à l'aide humanitaire figurant en annexe à sa résolution 46/182 du 19 décembre 1991,

Notant que la Déclaration sur les Principes directeurs concernant l'aide humanitaire, signée à Rome le 16 juillet 1992³, autorise l'extension des programmes de secours à toutes les populations touchées au Mozambique, et exhortant toutes les parties concernées à mettre en œuvre la Déclaration,

Se félicitant de la signature à Rome, le 4 octobre 1992, de l'Accord général de paix pour le Mozambique³, dont les principaux objectifs sont d'instaurer une paix durable, de renforcer la démocratie et de promouvoir la réconciliation nationale dans ce pays,

Soulignant que la communauté internationale doit s'appliquer à satisfaire aux besoins croissants et urgents d'ordre humanitaire de la population mozambicaine que suscitent l'extrême sécheresse actuelle, le rapatriement des réfugiés et le retour des personnes déplacées à une vie normale,

Soulignant également que pour répondre comme il convient à la situation actuelle au Mozambique il faut prévoir une assistance internationale substantielle qui soit globale et intégrée et lie les secours d'urgence à une aide complémentaire au redressement et au développement,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général⁴,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général;
2. *Apprécie à leur juste valeur* les mesures prises par le Secrétaire général et les organismes compétents des Nations Unies pour organiser des programmes internationaux d'aide au Mozambique;
3. *Sait gré* à tous les Etats et aux organisations régionales, intergouvernementales et non gouvernementales de l'assistance qu'ils ont prêtée au Mozambique;
4. *Se félicite* de l'entrée en vigueur, le 15 octobre 1992, de l'Accord général de paix pour le Mozambique, en particulier du cessez-le-feu, qui crée des conditions favorables à l'exécution des programmes de redressement économique et social et au relèvement du pays en général;
5. *Prie instamment* la communauté internationale, en particulier les organismes des Nations Unies, de donner son plein appui et de contribuer au raffermissement de la paix au Mozambique conformément aux dispositions de l'Accord général de paix, notamment en aidant le processus électoral, en fournissant une assistance d'urgence pour faciliter la réinstallation des réfugiés et des personnes déplacées et en appuyant les programmes de démobilisation des forces armées;
6. *Prie de même instamment* la communauté internationale, dans le contexte du paragraphe 5 ci-dessus, de donner son appui et de participer activement à la prochaine conférence des pays et organismes donateurs, qui aura lieu à Rome les 15 et 16 décembre 1992;
7. *Note avec satisfaction* la création au Mozambique d'un comité d'aide humanitaire, dont l'Organisation des Nations Unies fait partie, et l'élaboration d'un plan unifié de distribution des secours d'urgence dans l'ensemble du pays;
8. *Appelle l'attention* de la communauté internationale sur le fait qu'on ne dispose pas encore de tous les moyens de financement jugés nécessaires dans le Programme d'urgence pour le Mozambique en 1992-1993 et dans l'appel lancé conjointement par l'Organisation des Nations Unies et la Communauté pour le développement de l'Afrique australe en vue de faire face à la sécheresse critique en Afrique australe;
9. *Demande* à tous les Etats, aux organisations régionales et interrégionales ainsi qu'aux autres organisations intergouvernementales et aux organisations non gouvernementales internationales d'intensifier leur coopération et leur aide au développement pour soutenir l'action entreprise en vue d'assurer le relèvement du Mozambique;
10. *Prie* le Secrétaire général, agissant en étroite coopération avec le Gouvernement mozambicain :

a) De poursuivre ses efforts pour obtenir l'aide internationale dont le Mozambique a besoin;

b) De veiller à ce que l'action des organismes des Nations Unies soit coordonnée de manière à satisfaire aux besoins du Mozambique en secours d'urgence ainsi qu'aux nécessités du redressement et du développement du pays;

c) D'établir un rapport sur l'assistance au Mozambique et de le lui présenter à sa quarante-neuvième session.

81^e séance plénière
9 décembre 1992

47/149. Alimentation et développement agricole

L'Assemblée générale,

Réaffirmant l'importance et la validité de la Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement, qui figure en annexe à sa résolution S-18/3 du 1^{er} mai 1990, et confirmant la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement, qui figure en annexe à sa résolution 45/199 du 21 décembre 1990, l'Engagement de Cartagena⁵, le nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90, qui figure en annexe à sa résolution 46/151 du 18 décembre 1991, le Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés⁶ et les divers accords et conventions adoptés par consensus à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement⁷, en particulier Action 21,

Réaffirmant également sa résolution 45/207 du 21 décembre 1990 sur les problèmes alimentaires et agricoles et prenant note de la résolution 1992/32 du Conseil économique et social, en date du 30 juillet 1992,

Réaffirmant en outre que tout être humain doit pouvoir se sustenter et que ce droit fondamental devrait être universellement garanti,

Navrée de constater que la faim et la malnutrition ont empiré dans de nombreuses régions, en particulier en Afrique,

Vivement préoccupée par la baisse en volume de la production agricole et alimentaire mondiale en 1991, la première depuis 1983, et par la diminution rapide des stocks alimentaires,

Consciente qu'il importe de stimuler la production vivrière et la productivité agricole des pays en développement en adoptant des politiques judicieuses qui tiennent pleinement compte d'Action 21 et en créant un climat économique — en particulier un système commercial international plus ouvert — qui soit propice au développement d'un secteur agricole viable et au renforcement de la sécurité alimentaire, mais préoccupée à cet égard par les délais intervenus dans l'achèvement des négociations commerciales multilatérales d'Uruguay, tout en espérant qu'elles aboutiront rapidement à une conclusion globale et équilibrée,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur les tendances du marché international des produits agricoles et tropicaux, la libéralisation du commerce international de ces produits et la suite donnée au chapitre que la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement⁸ a consacré à l'agriculture, ainsi que des conclusions et recommandations for-